



**LA RELÈVE
CITOYENNE**

Les ressorts de l'engagement citoyen aux élections

**Présentation des premiers résultats
4 mars 2017**

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

L'objectif général de cette enquête est d'**interroger le rapport des citoyens à l'engagement politique**, et tout particulièrement à notre système politique représentatif.

Il s'est agi d'effectuer, au cours du mois de février 2017, un **premier « sondage » afin de voir si le projet porté par la Relève Citoyenne répond à des attentes profondes :**

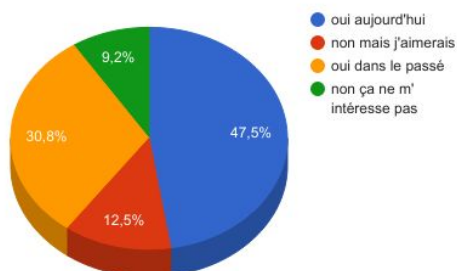
- identifier les types d'engagement citoyens (ex : associations, syndicats, partis, mouvements sociaux) pour mieux comprendre le rapport à la politique
- identifier les freins à la participation de citoyens aux scrutins électoraux
- évaluer l'envie (ou pas) des citoyens d'être candidats aux élections en étant « hors partis »
- recenser les principaux besoins en termes d'outils et de soutien pour permettre cette participation citoyenne

NB : Cette enquête a été menée par questionnaire auto-administré auprès des volontaires sollicités par les membres de l'équipe des fondateurs de La Relève Citoyenne et leur entourage. La méthode de construction de l'échantillon ne relève donc pas des méthodes traditionnelles utilisées pour obtenir un échantillon représentatif de la population ciblée. L'échantillon se compose de 230 personnes (cf. présentation de l'échantillon en annexe).

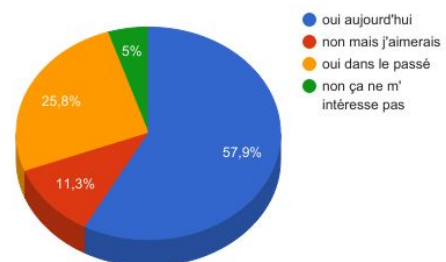
I. CONTEXTE : LE REJET DU SYSTÈME REPRÉSENTATIF ACTUEL

Un engagement associatif plébiscité

Avez-vous déjà exercé une responsabilité associative ?



Avez-vous été, ou êtes-vous, actif/active dans une association ?



58 % des personnes qui ont répondu sont actives dans une association et 47 % exercent une responsabilité associative. Seulement 5 % de l'échantillon n'est pas intéressé par le fait d'être actif dans une association.

L'engagement syndical n'a pas la cote...

Seulement 7 % sont actifs dans un syndicat (59 % disent que ça ne les intéresse pas). Ceci est représentatif d'une tendance générale, le taux de syndicalisation n'étant que de 11 % en France.

Plus élevé que l'engagement syndical, l'engagement dans les partis politiques reste fortement rejeté

Avez-vous été, ou êtes-vous, actif/active dans un parti politique ?



18 % sont actifs au sein d'un parti et 12 % aimeraient l'être.

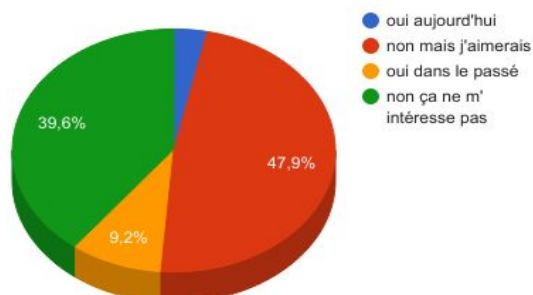
Mais il convient de souligner que :

- 28 % l'ont été (et donc ne le sont plus...)
- 42 % déclarent que ça ne les intéresse pas
- 70 % de notre échantillon rejette la participation à un parti.

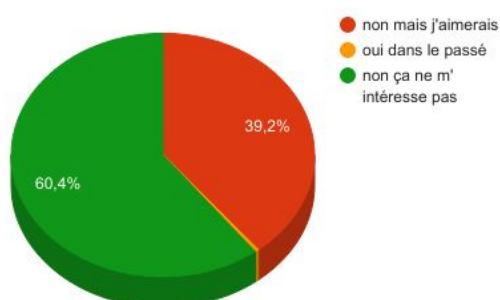
Une distinction nette entre les mandats politiques locaux et nationaux

L'enquête devient intéressante lorsque l'on demande si on a exercé un mandat politique et/ou si on souhaiterait le faire. Il faut clairement distinguer les mandats d'élus locaux des mandats nationaux car la différence entre les deux est très claire :

Avez-vous déjà exercé un mandat d'élue local ?



Avez-vous déjà exercé un mandat d'élue nationale ?



Pour les mandats locaux :

- 48 % de l'échantillon aimerait exercer un mandat local
- la réponse « ça ne m'intéresse pas » recueille 40 % des réponses

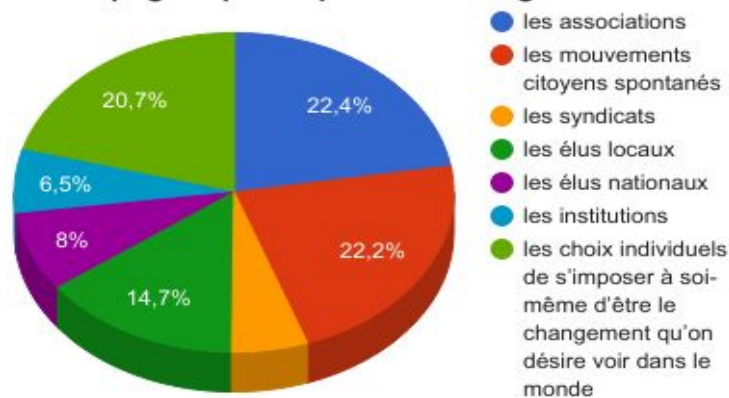
Le reste, environ 12 % de l'échantillon, est composé de personnes qui soit exercent un mandat local, soit en ont déjà exercé un.

Et pour les mandats nationaux :

- 39 % aimeraient exercer un mandat national
- 60 % déclarent que ça ne les intéresse pas !

Ce fort manque d'intérêt pour l'exercice de mandats nationaux commence à témoigner du rejet de nos institutions nationales. Or cette hypothèse se vérifie avec les réponses à la question : « Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent le plus efficaces pour accompagner/provoquer des changements dans la société ? »

Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent le plus efficaces pour accompagner/provoquer des changements da...



Plusieurs réponses étaient possibles, mais celles qui ont été le plus fréquemment citées sont :

- les associations (22%)
- les mouvements citoyens spontanés (22%)
- les choix individuels (s'imposer à soi-même d'être le changement qu'on désire voir dans le monde) : 21 %
- les élus locaux (15%)

Les élus nationaux (8%) et les institutions (6,5%) arrivent largement à la traîne, totalisant à eux deux moins de 15 % des réponses.

→ Pour 85 % de notre échantillon, le changement viendra d'ailleurs que des institutions nationales ! Ceci est très révélateur du rejet de nos institutions actuelles.

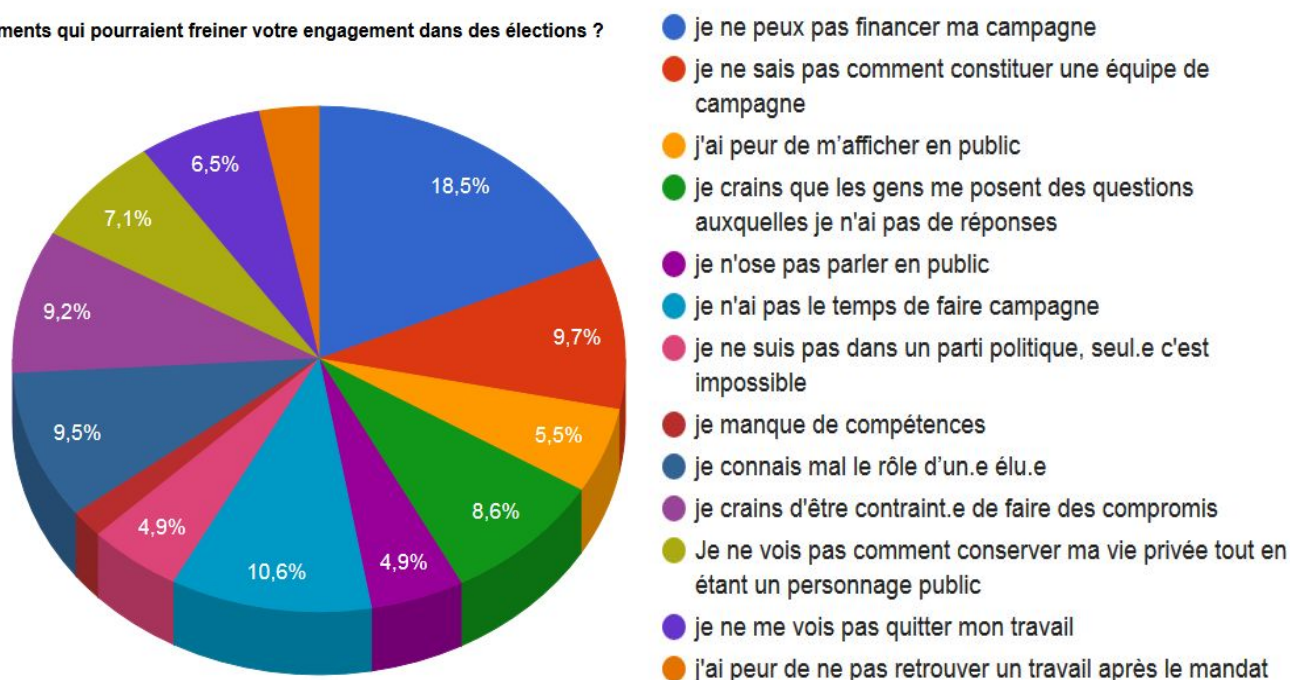
Ce rejet des institutions se voit confirmé par l'intérêt que notre échantillon accorde aux mouvements citoyens spontanés (type Nuit Debout) : seulement 19 % déclarent que ça ne les intéresse pas.

Avez vous été, ou êtes vous actif/active dans un mouvement citoyen "spontané" (non structuré en association) ?



II. ANALYSE DES FREINS À L'ENGAGEMENT DANS DES ÉLECTIONS

Quels sont les éléments qui pourraient freiner votre engagement dans des élections ?



A la question « quels sont les éléments qui pourraient freiner votre engagement dans des élections ? », **ce sont les manques de ressources matérielles et humaines qui arrivent en premier :**

- le manque de financement (18,5%)
- le manque de temps (11 %)
- ne pas savoir comment constituer une équipe de campagne (10 %)

Vient ensuite le **frein en terme de connaissance du sujet** :

- le manque de connaissance du rôle d'élue (9,5%)

Puis la **Crainte « d'être contraint de faire des compromis »**, qui est citée dans 9,2 % des cas.

→ ceci témoigne aussi de la **mauvaise image qu'a le système politique...**

La crainte qu'on pose des **questions auxquelles on ne sait pas répondre** est elle aussi fréquemment citée (9%), mais **cela ne veut pas dire que notre échantillon se sent incompetent** (ce frein arrive en tout dernier de la liste, car il n'a été cité que dans moins de 2 % des cas).

→ Ce sont les **freins matériels** (financement) et **techniques** (connaissance du sujet et des règles) qui **se combinent pour expliquer ce blocage** car, à la question « Quelles seraient les conditions à réunir pour vous lancer dans une élection en tant que citoyen-ne ? », **aucune des trois réponses ne se détache** :

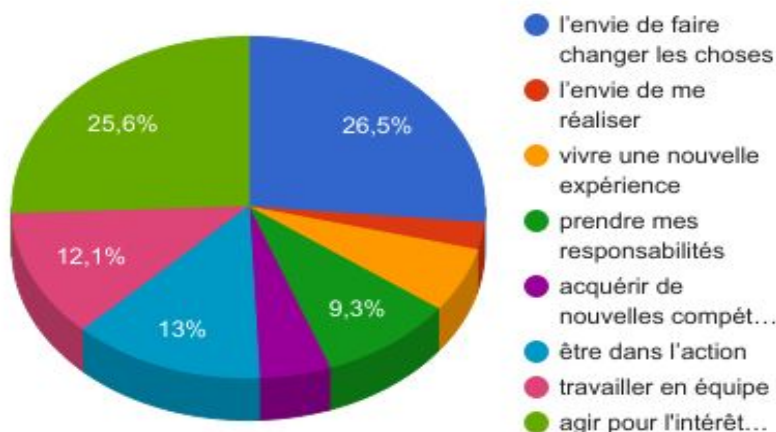
- être formé (34 %)
- être financé (30 %)
- être mis en contact avec des personnes expérimentées (36 %)

Aucun de ces trois freins ne se détache vraiment, ils sont tous trois d'importance équivalente.

III. MOTIVATIONS ET PLAISIRS ATTENDUS

Comprendre les motivations des citoyens qui s'engageraient dans des scrutins électoraux :

Selon vous, qu'est-ce qui pourrait vous donner envie de vous présenter aux élections ?



Plusieurs réponses étaient possibles, mais celles qui sont le plus fréquemment citées sont :

- l'envie de faire changer les choses (26,5%)
- le souhait d'agir pour l'intérêt général (25,6%)

A elles deux, ces deux motivations rassemblent plus de 52 % des réponses, ce qui montre que **la recherche de l'intérêt général prime dans notre échantillon.**

Viennent ensuite :

- le souhait d'être dans l'action (13 %)
- et celui de travailler en équipe (12%)

→ **la dynamique militante et collective vient compléter cette recherche d'intérêt général.**

A contrario, une motivation plus individualiste, « l'envie de me réaliser », n'a été citée que dans moins de 2 % des cas.

Des plaisirs et satisfactions attendus

Les sociologues mettent souvent l'accent sur les plaisirs retirés de l'engagement militant car ce n'est pas que du dévouement bénévole, sans aucune contre-partie. Le sociologue Daniel Gaxie avait, dès la fin des années 70, parlé des « rétributions du militantisme ». Pour comprendre les motivations des bénévoles car le dévouement associatif n'est pas éternel, ce sociologue a mis en avant le concept de « rétributions du militantisme » pour désigner les plaisirs, joie, bonheurs, profits, bénéfices, gratifications, incitations, ou récompenses du militantisme...

La question suivante a été posée à notre échantillon : **si vous étiez élus, quelles seraient les sources de plaisirs selon vous ?**

Si vous étiez élu.e, selon vous quelles seraient les sources de plaisir pour vous ?



Pour notre échantillon, **c'est clairement la recherche de l'intérêt général qui devrait apporter de réelles satisfactions** car, si on additionne les réponses « faire avancer les projets pour la population » (41%) et « se sentir utile » (26%), on constate que les 2/3 des répondants pensent que la poursuite des idéaux est source de plaisir.

« L'intérêt des missions » n'arrive qu'ensuite (18%), suivi par « les échanges avec les autres élus » (10%) et, loin derrière, le plaisir de « la reconnaissance » n'est cité dans 5 % des cas.

IV. FOCUS SUR LES FEMMES

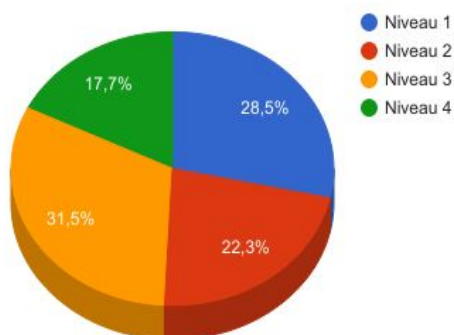
Remarque préliminaire : il convient de noter qu'il y a plus légèrement plus d'hommes que de femmes qui ont répondu à notre questionnaire :

- 55 % d'hommes
- 45 % de femmes

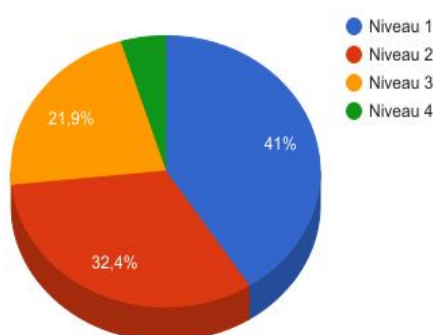
L'écart n'est pas énorme, mais il **témoigne déjà de l'engagement plus élevé des hommes** que des femmes dans les secteurs associatifs et militants...

Notre enquête révèle une **forte différence entre hommes et femmes en terme d'aspiration à se présenter à des élections**. Pour lire les graphiques, il convient de préciser que l'échelle proposée est une échelle de motivation croissante : du niveau 1 (pas du tout motivé-e) jusqu'au niveau 4 (je me sens prêt-e à me présenter).

Intensité de la motivation des hommes à candidater



Intensité de la motivation des femmes à candidater



Notre enquête révèle très clairement que **les femmes manifestent beaucoup moins d'envie que les hommes à se présenter à des élections :**

- Elles sont 41 % à n'être « pas du tout motivées », contre seulement 28 % des hommes
- Seulement 5 % d'entre elles se sentent « prêtes à se présenter », contre 18 % des hommes

Mais surtout, en termes de tendances, on peut souligner que 73,4 % des femmes ne sont pas motivées pour se présenter à des élections (alors que cela ne concerne que 51 % des hommes de l'échantillon).

Il n'y a qu'un quart des femmes de notre échantillon (26,6 %) qui seraient plutôt prêtes à se présenter à des élections, contre près de la moitié des hommes (49,2 % sont plutôt prêts à se présenter).

La différence de motivation entre les hommes et les femmes est très nette. Notre mouvement citoyen risque de ne pas être épargné par les difficultés de recrutement de femmes aux différents scrutins électoraux.

ANNEXE : CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON

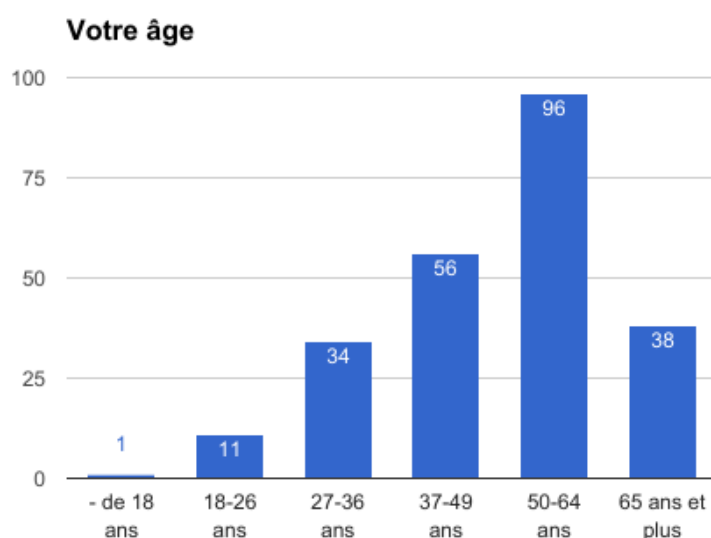
Cette enquête a été menée par questionnaire auto-administré auprès des volontaires sollicités par les membres de l'équipe de co-construction du mouvement « La Relève Citoyenne » et leur entourage.

1. La méthode de construction de l'échantillon ne relève donc pas des méthodes traditionnelles utilisées pour obtenir un échantillon représentatif de la population ciblée (ex : méthode d'échantillonnage stratifié selon sexe, CSP, etc. avec tirage au sort).
2. L'empreinte sociologique de l'équipe de co-construction sur l'échantillon est forte.
3. Le caractère national de l'enquête ne sous-entend aucune représentativité de l'échantillon de la population française. Il signifie uniquement que les répondants sont d'origine géographique diverse, diversité qui ne prétend d'ailleurs pas couvrir tout le territoire national. L'un des enseignements de l'enquête est qu'il aurait été intéressant et utile d'interroger les répondants sur leur origine géographique.
4. Finalement, l'échantillon est représentatif de l'écosystème de l'équipe de co-construction

Cette première présentation de l'enquête réalisée le 4 mars 2017 repose sur un échantillon de 230 réponses.

La répartition selon le sexe est 55,1% d'hommes pour 44,9% de femmes, soit une proportion inverse de la répartition de la population française (soit 51,45% de femmes pour 48,55% d'hommes).

Du point de vue de l'âge, la répartition de l'échantillon est plus proche de la répartition nationale : la proportion des moins de 64 ans est de 84% alors qu'elle est de 82 % dans la population française. Par contre, les moins de 18 ans représentent 19,5% du total pour 24,6% pour la population française.



La répartition de la population française est la suivante :

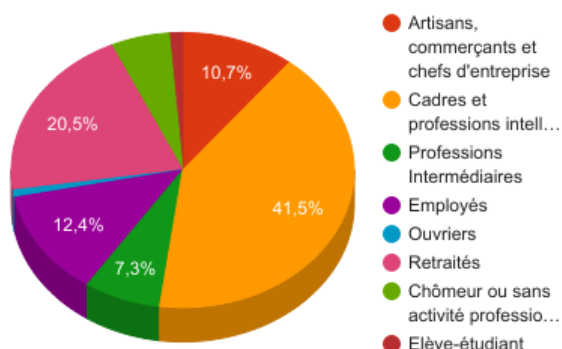
- Moins de 20 ans : 24,6 %
- 20 à 64 ans : 57,4 %
- Plus de 65 ans : 18 %

Près de 75% des répondants vivent en couple et ont des enfants. Si 27 % n'ont aucun enfant, plus de 60% ont 2 enfants et plus. Plus de 43% des familles sont composées d'enfants de plus de 15 ans, ce qui est en lien avec la répartition par âge de l'échantillon.

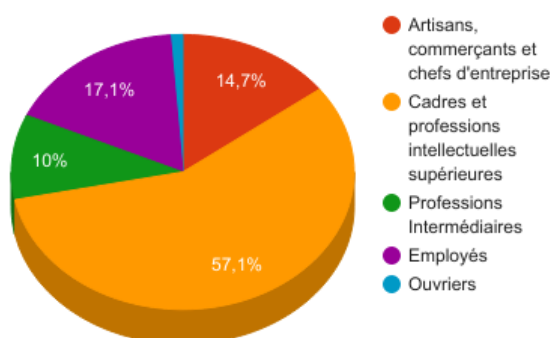
L'activité professionnelle des répondants relève à plus de 56 % du secteur privé et à plus de 38% du secteur public, ce qui est supérieur à la proportion de la population active française dans le secteur public (environ 5,95 millions de salariés soit 26,3 % de la *population active* du pays).

La situation professionnelle des répondants relève à 41.5% de la catégorie des cadres et professions intellectuelles. Il n'y a quasiment pas d'ouvriers. Les employés représentent 12.4%, tandis que les retraités sont 20.5%.

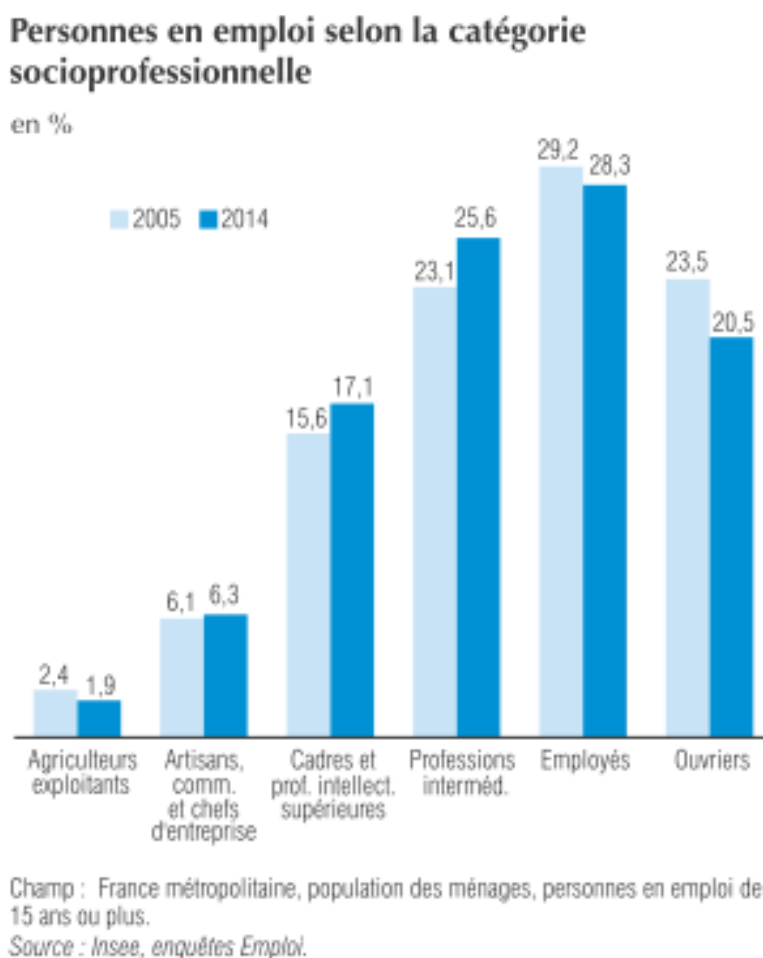
Situation Professionnelle



Situation Professionnelle des actifs



Notre échantillon est donc loin d'être représentatif de la situation professionnelle de la population active française. Selon l'INSEE, en 2014, les cadres et professions intellectuelles supérieures ne représentaient que 17.1% :



Cette différence en terme de représentativité de l'échantillon s'explique aisément par le mode de diffusion de l'enquête via les réseaux associatifs et militants auxquels appartiennent les membres fondateurs de La Relève Citoyenne.